

**II^e CONFERENCE INTERNATIONALE
DU RESEAU « FORMATION AGRICOLE ET RURALE » (FAR)
« Rôle des acteurs dans l'orientation et le fonctionnement des dispositifs de
formation rurale pour le développement »
TUNIS – 19 au 23 mai 2008**

Intervention de M Didier HAGUENAUER, attaché de coopération à l'ambassade de France

Monsieur le Ministre,
Messieurs les présidents,
Messieurs les directeurs
Mesdames, Messieurs,

Comme attaché de coopération technique, au nom de l'ambassadeur de France en Tunisie, Monsieur Serge Degallaix, du service de coopération et d'action culturelle et de l'Agence Française de développement,

Je voudrais vous souhaiter la bienvenue à cette deuxième conférence internationale du réseau « formation agricole et rurale » (FAR) sur le thème du « Rôle des acteurs dans l'orientation et le fonctionnement des dispositifs de formation agricole et rurale pour le développement ».

Je tiens à remercier tous les membres du comité d'organisation, les représentants des organisations professionnelles et les responsables de l'enseignement agricole de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie, le secrétariat exécutif du réseau FAR et l'Organisation Internationale de la Francophonie pour son soutien à la conférence. Je vous transmets les excuses de M. Jean Louis Büer, Directeur Général de l'Enseignement et de la Recherche du Ministère de l'Agriculture qui n'a pu se joindre à nous.

Je remercie tout particulièrement M. Drissi, président de l'Agence de Vulgarisation et de Formation agricoles, M. Bahri, président de l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche, ainsi que tout les personnels de ces deux institutions qui ont participé activement et chaleureusement à l'accueil et à l'organisation matérielle de la manifestation.

Je remercie également l'Institut National Pédagogique et de Formation Continue Agricole de Sidi Thabet et l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche, d'avoir mis leurs locaux à la disposition de cette manifestation.

Enfin, je remercie M. le Ministre de l'Agriculture pour sa présence et son appui à la réalisation de cette conférence ainsi que son engagement sur ces sujets qui sont au cœur de ses préoccupations. Vous avez ainsi reçu la semaine dernière la présidente de l'INRA avec laquelle vous avez évoqué ce dossier brûlant. La coopération entre l'IRESA tunisienne et l'INRA française portera ainsi cette année en priorité sur les céréales.

Dans le contexte actuel de crise alimentaire mondiale, la tenue d'une conférence sur la formation agricole et rurale est d'une grande importance.

La diminution des surfaces cultivées due à l'urbanisation, à l'appauvrissement et la dégradation des sols et la faible productivité agricole dans certaines zones, notamment en Afrique, contribuent à réduire l'offre. Par ailleurs, la croissance démographique et l'amélioration du niveau de vie des classes moyennes, notamment en Asie, induisent une augmentation de la consommation de produits issus de l'élevage, gros utilisateurs de denrées alimentaires de base, le tout provoquant, ces derniers mois, une augmentation importante des prix des denrées alimentaires. Les prix du blé, du maïs et du riz ont notamment connu une forte croissance.

L'insécurité alimentaire est ainsi devenue une préoccupation majeure. Elle entraîne des troubles politiques et des désordres sociaux dans de nombreux pays. Des manifestations liées au prix des denrées alimentaires ont également été signalées. Ailleurs, l'armée doit surveiller les champs et les entrepôts.

Selon la FAO, trente sept pays traversent aujourd'hui une crise alimentaire et 854 millions de personnes sont sous-alimentées. Les grands perdants de cette crise sont les pays importateurs nets de denrées alimentaires qui voient leur facture s'alourdir et les prix à la consommation augmenter. Tous les PMA sont importateurs nets ainsi que 26 des pays à revenus intermédiaires.

S'il est nécessaire, dans un premier temps, d'apporter une aide immédiate aux pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire, il importe, à plus long terme, pour résoudre cette crise de redynamiser l'agriculture mondiale, entre autres en Afrique, continent où les gains potentiels sont les plus importants, par une série de mesures d'accompagnement en faveur de l'augmentation de la productivité.

Cette crise est l'occasion pour la communauté internationale, de réagir en faveur de la relance de l'agriculture mondiale et de repenser l'aide actuelle en terme de soutien à l'élaboration de politiques publiques agricoles, dans le respect de l'environnement, tout en tenant compte des impératifs de sécurité alimentaire.

Lors du dernier Comité du développement, M. Zoellick, président de la Banque Mondiale a réitéré son appel en faveur d'une « *Nouvelle donne pour une politique alimentaire mondiale* ». Le rapport sur le développement dans le monde 2008 « *L'agriculture au service du développement* » soulignait déjà la nécessité d'une meilleure prise en compte de l'agriculture, facteur de développement et de sécurité alimentaire. La Banque souhaite réinvestir le secteur de l'agriculture, en se concentrant dans le domaine du renforcement de la productivité, en privilégiant l'agriculture vivrière et les capacités de transformation et d'approvisionnement locales, en particulier en Afrique.

La formation professionnelle, particulièrement, des producteurs et des productrices agricoles, bien entendu, est une des mesures d'accompagnement pour relancer l'agriculture africaine, permettre son intégration dans l'environnement mondial et assurer une meilleure productivité. La formation professionnelle en milieu rural est – nous le savons – une mesure indispensable mais non suffisante s'il elle n'est pas soutenue par des politiques agricoles favorisant l'accès au foncier, aux intrants et au marché.

Les nouvelles générations devront conduire une difficile transformation des unités paysannes de production pour les adapter aux exigences du contexte émergent, remettant en cause une bonne part des fondements des systèmes traditionnels de production.

Le grand défi du secteur agricole, pour les prochaines années, sera de préparer ses forces vives, et plus particulièrement sa jeunesse, à la conduite du processus de transformation des structures d'exploitation.

A cet égard, le Réseau FAR - instrument de mutualisation des expériences et des démarches en faveur de la formation en milieu rural pour le plus grand nombre - a permis de faire avancer la réflexion sur la nature des dispositifs de formation agricole et rurale, sur leur lien avec les politiques de développement et sur leur soutenabilité.

Un consensus semble se dessiner aujourd'hui sur la nécessité de croiser les objectifs des politiques nationales avec la demande sociale de formation afin de mobiliser et de mettre en cohérence les nombreuses initiatives déjà existantes, de la part des Etats, des collectivités locales et de la société civile et de produire une formation technique, économique et citoyenne.

Afin de refonder la formation agricole et rurale et d'assurer la légitimité et la pérennité des dispositifs, au niveau local national et régional, une vision partagée par l'ensemble des acteurs devient une nécessité.

Cela suppose de clarifier collégalement le rôle de chacun des acteurs et leurs complémentarités pour l'orientation, le financement et la gestion des dispositifs.

Des 11 pays d'Afrique subsaharienne, au moment de sa création en 2005, lors de la première conférence de Ouagadougou, le réseau FAR s'est enrichi, en 2007 de l'adhésion de l'Algérie, du Cameroun, du Maroc et de la Tunisie. L'organisation de la conférence de 2008 à Tunis est un écho de la volonté de ces pays à adhérer et participer activement au réseau, dynamisme auquel il faut rendre un hommage.

Déjà riche de ce partenariat, le réseau FAR reçoit l'appui du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes dans le cadre de sa réflexion sur les politiques et dispositifs de formation agricoles et rurales dans les pays de la ZSP, du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Agence Française de Développement à l'occasion du transfert de compétence avec le MAEE.

L'AFD, en dehors même de son rôle de soutien au réseau FAR s'est déjà engagé en Tunisie dans le domaine de la formation professionnelle, notamment agricole et rurale.

Ainsi, depuis 1997 et au travers 3 lignes de crédit successives, l'AFD a participé au programme MANFORME. Cette action dans le domaine de la formation professionnelle en milieu agricole et rural se concrétise par la réhabilitation de huit centres agricoles et de pêche dépendant de l'AVFA, à Thibar, Chott Meriem, Barroutta, Bouchrik, Degueche, Kelibia et Tabarka. Les objectifs de ces actions sont le renforcement des dispositifs de formations appuyé sur les réseaux de relation partenariale public/privé, la promotion des filières diplômantes et le développement de structures de formation.

Plus récemment, le Fonds de Partenariat Formation professionnel permettra de renforcer le rôle des branches professionnelles dans le dispositif de formation professionnelle (je prends pour exemple l'accord signé entre l'UTAP et l'AMSIDA)

Comme vous pouvez le constater, l'objet de cette conférence est au cœur des préoccupations et des projets de la coopération française. A ce titre, je réitère, au nom de l'Ambassadeur de France à Tunis, notre soutien et notre vif intérêt pour cette conférence et lui souhaite un vif succès.

Je vous remercie